

*Les territoires du communisme*  
*Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*

Journées d'études 1er et 2 décembre 2009  
Université Paris 1

## **Quand communisme municipal rimait avec laboratoire urbain (1944-1986)**

Benoît Pouvreau, historien de l'architecture  
Service du patrimoine culturel, Conseil général de la Seine-Saint-Denis

En 2007, le complexe de l'île des Vannes à Saint-Ouen, le siège du journal *L'Humanité* à Saint-Denis et la bourse départementale du Travail à Bobigny ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques, tandis que le siège du PCF à Paris a été classé. En 2008, le label « Patrimoine du XXe siècle » a, lui, été attribué à la Maladrerie d'Aubervilliers et à l'ensemble de l'AUA à Bagnolet. En 2004, la réhabilitation du centre administratif de Pantin en Centre national de la Danse a reçu l'Équerre d'argent et la préservation de cet édifice a été abondamment saluée. Enfin, depuis quelques années, les archives de ces architectes intègrent les Archives nationales par le biais de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine. Cette reconnaissance, qui distingue fortement des architectes et des réalisations clairement attachées au mouvement communiste français, pose question. En effet, le ministère de la Culture, principal acteur de cette patrimonialisation, comme une partie de l'histoire de l'architecture française, partagent une même tendance à considérer les créateurs et leurs réalisations pour eux-mêmes. Il importe cependant de savoir comment ces architectes engagés ont pu accéder à la commande, par quels biais ils ont pu se faire connaître des élus locaux de ces villes de banlieues. Quels rôles jouent dans cette histoire les ministres communistes François Billoux et Charles Tillon qui ont tous deux dirigé le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ? Quels liens se nouent entre l'architecte et le maire, s'agit-il simplement de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, quand le militantisme et les convictions politiques s'en mêlent ? Quel a été le rôle du Parti dans cette histoire collective menée dans ses bastions de la « banlieue rouge » ? Quels furent enfin, les rapports de ces élus et praticiens avec l'Etat constructeur puis constructeur mais de toute façon incontournable ? C'est à toutes ces questions, qui croisent architecture et urbanisme militants et communisme municipal et départemental, que nous tentons ici de répondre à travers le prisme bien spécifique de la Seine-Saint-Denis<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette recherche doit beaucoup aux travaux de Jean-Louis Cohen, architecte, historien et acteur un temps de cette histoire. Outre ses notices biographiques d'A. Lurçat et de J. Nicolas dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier Jean Maitron (DBMOMS)*, on se reportera à Cohen Jean-Louis, *André Lurçat (1894-1970). Autocritique d'un moderne*, Liège, Mardaga, 1995, 309 p.

## L'Avant-garde

Durant l'entre-deux-guerres, l'inauguration en juillet 1933 de l'école Karl Marx à Villejuif, en présence de Maurice Thorez, de Marcel Cachin et d'une foule importante, est une des grandes heures d'un communisme municipal encore en gestation<sup>2</sup>. C'est alors le « socialisme municipal » qui domine et seules quelques villes communistes tentent de rivaliser. Outre Villejuif, où André Lurçat bénéficie du soutien de Paul Vaillant-Couturier, Ivry-sur-Seine s'impose également comme modèle avec son office public d'HBM dirigé par Venise Gosnat<sup>3</sup>. Si les projets ne manquent pas, peu se réalisent avant-guerre et l'hôtel de ville du Blanc-Mesnil ou la « cité verticale » de Villejuif restent dans les cartons à dessin de Lurçat<sup>4</sup>. Si ce dernier fait figure de pionnier, multipliant à partir de 1934 les voyages en URSS, il n'est cependant pas seul à mettre ses compétences et son talent au service de ses convictions. Outre Frantz et surtout Francis Jourdain, architectes et compagnons de route du PCF, l'architecte non diplômé Jean Nicolas a rejoint le Parti communiste français (PCF) dès 1929, tout en prenant le parti des modernes en architecture. Discret et efficace, dans l'ombre de Paul Vaillant-Couturier et de Louis Aragon, il organise les premières fêtes du journal *L'Humanité* et devient secrétaire général de la Maison de la Culture, où il croise André Malraux. Grâce à Nicolas, la Maison de la Culture accueille fin juin 1937 la Vème session des Congrès internationaux des architectes modernes (CIAM) dont Lurçat est membre<sup>5</sup>. La mort de Vaillant-Couturier, en octobre 1937, marque symboliquement la fin de cette courte expérience.

Pour Lurçat et Nicolas, la Drôle de guerre, puis l'Occupation, vont à la fois constituer une épreuve et une opportunité d'approfondir leur engagement. Lurçat entre dans la Résistance et adhère au PCF clandestin en 1942 avant d'être arrêté et emprisonné tandis que Nicolas, prisonnier de guerre, crée une filière d'évasion dans son Stalag. Pour quelques autres, la guerre est une rupture et un véritable révélateur. Ainsi, américain francophile, l'architecte moderne Paul Nelson quitte Paris pour New York en 1940 et y fonde et préside l'association *France for ever*, principal soutien de la France Libre aux Etats-Unis. Aux côtés d'Henri Laugier, il fait ainsi la connaissance du colonel Aristide Antoine, de René Pleven et de Jean Monnet et leur vient en aide<sup>6</sup>. À Alger, l'architecte Roger Gilbert et l'ingénieur Louis Deroche s'engagent dans l'Union des ingénieurs et techniciens combattants (UNITEC) issue de l'union des ingénieurs et techniciens de la France Combattante, fondée à Londres en novembre 1942 par le colonel Antoine. Comme le stipule ses statuts, l'UNITEC a pour but : « de réunir tous ceux qui, au sein de la France Combattante, ont une formation scientifique et technique (ingénieurs, savants, techniciens, architectes, etc.) [...] pour l'étude en commun des problèmes techniques que posent la guerre et l'après-guerre »<sup>7</sup>. Rapidement, Gilbert et Deroche se rapprochent de François Billoux, nommé commissaire d'Etat à la Santé publique du comité français de libération nationale (CFLN) présidé par le général de Gaulle, en avril 1944. Parallèlement, Anatole Kopp, après s'être évadé de son camp de prisonnier de guerre de Drancy et avoir rallié les Etats-Unis où il a poursuivi sa formation, se prépare à débarquer en Normandie sous l'uniforme américain<sup>8</sup>. De

---

<sup>2</sup> Simonnot Nathalie, *L'œuvre d'André Lurçat en Seine-Saint-Denis (1945-1970)*, Paris, « Parcours du patrimoine », Conseil général de la Seine-Saint-Denis et Conseil régional d'Île-de-France, 2008, 55 p., p. 6.

<sup>3</sup> Notice de V. Gosnat (1887-1970) dans le Cdrom du *DBMOMS*.

<sup>4</sup> Joly Pierre et Robert, *L'architecte André Lurçat*, Paris, Picard, 1995, 263 p.

<sup>5</sup> Notice de J. Nicolas (1906-1980), *DBMOMS*.

<sup>6</sup> P. Nelson (1895-1979) travaille à la préparation de l'après-guerre avec des études sur la préfabrication. En 1944, il est nommé chef de la division des industries de construction et d'urbanisme au sein de la Mission française d'approvisionnement à Washington puis regagne la France à la Libération. Ami de Fernand Léger avant-guerre, Nelson le retrouve aux Etats-Unis, peut-être adhère-t-il au Parti comme Léger, à la Libération.

<sup>7</sup> Pouvreau Benoît, *Un politique en architecture, Eugène Claudius-Petit*, Paris, Le Moniteur, 2004, 358 p., p. 68, P. Vil-lon mais aussi Raymond Aubrac sont membres de l'UNITEC où les communistes sont vite majoritaires.

<sup>8</sup> A. Kopp (1915-1990), après l'École spéciale d'architecture, il poursuit au Massachusetts Institute of Technology aux Etats-Unis en 1938. Mobilisé en 1939, il s'évade du camp de prisonniers de guerre de Drancy en 1940 et rejoint les Etats-

son côté, René Sarger, architecte et ingénieur, déporté en Allemagne pour Résistance, est libéré par l'Armée Rouge dont il rejoint ensuite les rangs<sup>9</sup>. Boris Guimpel, architecte et ancien des Brigades internationales, occupe, lui, d'importantes responsabilités au sein du mouvement Francs Tireurs et Partisans (FTP) en zone Sud et échappe de peu au coup de filet de Klaus Barbie. À 15 ans, le jeune Serge Lana s'engage, lui, après l'arrestation de son père en juin 1941 et est emprisonné en avril 1942. Tous résistants ou combattants d'une manière ou d'une autre, tous communistes, ils sont architectes, ingénieurs ou, pour les plus jeunes aspirent bientôt à l'être. Forcément modernes, ils entendent œuvrer à la « renaissance du pays » et à sa modernisation. À la Libération et dans les mois qui suivent, de façon plus ou moins désordonnée, ils gagnent la capitale et se font connaître.

## « Bâtir la ville moderne » dans une « France nouvelle » (1944-1953)

Dès juillet 1944, le Front national des architectes (FNA), composé notamment de Gilbert, Lurçat, mais aussi de Charles Sébillotte, André Croizé et Pierre Villon, fait des propositions pour la création d'un ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme<sup>10</sup>. Fin août 1944, à la tête d'une délégation du FNA, l'arme au poing, Lurçat fait le siège de l'Ordre des architectes créé par le gouvernement de Vichy<sup>11</sup>. Le FNA crée bientôt un Comité national de libération de l'architecture tandis que les rumeurs enflent autour du futur titulaire du ministère en charge de la Reconstruction. La candidature du colonel Antoine, assisté de Gilbert et de Croizé, fait un temps illusion mais Raoul Dautry l'emporte et devient le premier ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), le 16 novembre 1944, un mois et demi après la constitution du gouvernement de Gaulle<sup>12</sup>. Dès le 8 septembre 1944, Charles Tillon a rejoint Billoux au gouvernement, remplaçant Fernand Grenier au ministère de l'Air. Quelques jours plus tôt, le 27 août, il a été nommé maire provisoire d'Aubervilliers alors que la libération de la banlieue nord-est étaient à peine achevée. Le 28, c'est Auguste Gillot qui s'est vu désigné maire de Saint-Denis par le conseil municipal provisoire. Il est par ailleurs membre du Conseil national de la Résistance (CNR) et de l'Assemblée consultative. Henri Quatre-maire à Noisy-le-Sec ou Daniel Renoult à Montreuil sont d'abord présidents du Comité local de Libération avant d'être nommés maires dans la foulée. Parmi les libérateurs de la banlieue nord-est, Georges Valbon, 20 ans, se fait remarquer. Après quelques mois de clandestinité pour échapper au STO, il prend la tête d'un groupe FTP à Bagnolet en juillet 1944 et participe activement à la libération des Lilas, de Montreuil, puis des forts de Rosny et de Romainville en août<sup>13</sup>.

---

Unis. Il achève ses études au MIT et devient assistant au Black Mountain College où il croise W. Gropius et J. Albers. Il devient GI en 1943 et participe à la libération de la France, Raymond Anne, *Anatole Kopp 1915-1990*, DEA, Université Paris I, 1992, 118 p., p. 6 et fonds A. Kopp, DAF, Cité de l'Architecture et du Patrimoine, centre d'archives d'architecture du XXème siècle.

<sup>9</sup> Travailleur forcé du Mur de l'Atlantique, René Sarger (1917-1988) est déporté pour avoir fait passer des informations aux Alliés. Il revient en France en 1946, pour se mettre au service de Bernard Laffaille, Nogues. Nicolas, « René Sarger, une histoire de voiles », *D'architecture*, n°76, août / sept. 1997.

<sup>10</sup> Roger Ginsburger, plus connu sous son pseudonyme de P. Villon, est également architecte. Mais dès avant-guerre, il devient cadre du Parti. Emprisonné en 1940, il s'évade et participe à la fondation du Front national, puis devient en 1943 membre du CNR. Il est élu député en 1946, notice de P. Villon (1901-1981), *DBMOMS*.

<sup>11</sup> Voldman Danièle, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954 - Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 487 p., pp. 110-119 et Joly (Pierre et Robert), *op. cit.*, pp. 152-153.

<sup>12</sup> Pouvreau benoît, *op. cit.*, pp. 83-87.

<sup>13</sup> Pour les biographies de ces élus, se reporter aux notices du Maitron, CDrom du *DBMOMS* et au site de l'Association pour l'histoire et la mémoire ouvrier (AHMO) de Seine-Saint-Denis. Sur les rapports entre élus locaux de banlieue et PCF, on se reportera à Bellanger Emmanuel, Girault Jacques (dir.), *Villes de banlieues. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XXe siècle*, Paris, Créaphis, 224 p. et à Pudal Bernard, *Un monde défait : Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, édition du Croquant, 2009, 215 p.

À la tête du MRU, Dautry s'appuie sur les administrations créées par le régime de Vichy pour faire face aux destructions de mai / juin 1940. Celles-ci fusionnent au sein du MRU, l'épuration y est symbolique et l'appareil législatif subit un simple "nettoyage", restituant notamment leurs droits aux sinistrés. Cette relative continuité de l'administration voulue par Dautry reçoit l'aval du général de Gaulle. Enfin, pour satisfaire partiellement la demande des architectes modernes de participer à l'effort de reconstruction du pays, le ministre confie, au début de l'année 1945, Maubeuge à Lurçat et La Rochelle La Pallice à Le Corbusier. Ce dernier renoue alors avec Jean Nicolas pour faciliter ses relations avec le PCF et la CGT. Par ailleurs, Dautry sollicite Paul Nelson pour organiser une exposition sur les techniques américaines de l'habitation et de l'urbanisme. Anatole Kopp rejoint alors l'agence de Paul Nelson. En région parisienne, peu de villes sont concernées par la reconstruction. Au nord-est de Paris, Saint-Denis, Saint-Ouen, Le Bourget et Dugny ont plus ou moins soufferts mais c'est Noisy-le-Sec qui devient le symbole des villes sinistrées de la région. Son maire, Henri Quatremaire, est aussi le secrétaire général de la puissante Fédération nationale des sinistrés. Raoul Dautry fait de Noisy-le-Sec un site important pour le MRU et y implante une cité expérimentale de maisons préfabriquées<sup>14</sup>. Quatremaire, à l'instar de Gillot, Tillon, Renoult ou encore Fernand Lefort, à Saint-Ouen, ont été élus confortablement au printemps 1945 et cette victoire électorale fait du PCF le « premier parti de France ». Ce résultat est confirmé en octobre 1945. Fin janvier 1946, c'est Billoux qui succède à Dautry à la tête du MRU. Il prend pour conseiller Nelson, Gilbert et Sébillotte. Tous trois sont par ailleurs associés pour concevoir l'hôpital franco-américain de Saint-Lô, chantier que Billoux, alors ministre de la Santé publique, leur a très probablement obtenu.



**La cité Paul Langevin à Saint-Denis, André Lurçat architecte, 1946-1953. Cet ensemble a été labellisé Patrimoine du XXe siècle en 2008 (J.-B. Vialles (ADAGP), Département de la Seine-Saint-Denis / Service régional de l'Inventaire, 2008).**

Au MRU, suivant ses conseillers mais aussi Jean Nicolas, Billoux permet l'ouverture chantier de l'Unité d'habitation de Marseille de Le Corbusier et apporte notamment son soutien à Lurçat qui lance la cité Paul Langevin à Saint-Denis. Cet ensemble mixte doit, en effet, accueillir des logements sociaux et des appartements destinés aux sinistrés. Aux yeux d'Auguste Gillot, ce chantier doit marquer la «

renaissance » de la ville. À cette fin, il a nommé Lurçat dès octobre 1945 et les premiers projets de ce dernier sont validés au cours de l'année 1946. Pour l'aider dans cette tâche nouvelle de maître d'ouvrage, Gillot s'appuie sur Fernand Roussel, secrétaire général, ancien collaborateur d'Henri Sellier à Suresnes<sup>15</sup>. Par contre, au Blanc-Mesnil, Lurçat se voit seulement confier une mission d'urbanisme et de conseil par le nouveau maire communiste Eugène Le Moign. De fait, l'importante perte de population de la ville oblige celle-ci à reporter l'hôtel de ville prévu avant-guerre. Par ailleurs, la ville bénéficie d'une cité de maisons préfabriquées pilotée par le MRU<sup>16</sup>. Hors de la cité de Merlan, la reconstruction débute à Noisy-le-Sec, au cœur des villes du Bourget et de Dugny mais aussi à Saint-Ouen, dans la « Ceinture verte » jouxtant Paris. Là, outre des logements de facture classique, est envisagé un ensemble de logements permettant d'expérimenter une technique de levage conçu

<sup>14</sup> Voldman, *op. cit.*, p. 307- 317 et collectif, *La cité expérimentale de Merlan, Noisy-le-Sec*, 2008, Noisy-le-Sec, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 63 p.

<sup>15</sup> Bellanger Emmanuel, « Spécificités, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine Banlieue », Girault Jacques (dir.), *Des communistes en France (années 1920, années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 525 p., pp. 293-317, p. 315, et Simonnot Nathalie, *op. cit.*, p. 9.

<sup>16</sup> Simonnot Nathalie, *op. cit.*, p.11 et AN, MRU 19771097 art 1.



**La reconstruction de l'îlot de la gare à Noisy-le-Sec, Paul Nelson, Roger Gilbert et Charles Sébillotte architectes, 1950-1953** (S. Asseline (ADAGP), Département de la Seine-Saint-Denis / Service régional de l'Inventaire, 2003).

par Bernard Laffaille et René Sarger, testée sur des rotondes et halles SNCF<sup>17</sup>. À Aubervilliers, Tillon obtient de Billoux qu'un chantier expérimental, initialement prévu à Noisy-le-Sec, soit réalisé dans sa ville. Aubervilliers n'est pas concernée par la reconstruction mais elle est affligée par la vétusté du parc existant et l'ampleur des besoins en logements<sup>18</sup>. Tillon met cette situation sur la place publique avec le court-métrage intitulé *Aubervilliers* commandé à Elie Lotar et Jacques Prévert, sorti en 1946. Fin janvier 1947, Tillon succède à Billoux au MRU et Nelson, Gilbert et Sébillotte se portent candidat pour un nouveau chantier à Noisy-le-Sec. Cette multiplication des chantiers expérimentaux très modernes dans les communes de banlieue relève, cependant, plus d'un effet d'aubaine que d'une réelle adhésion des ministres Billoux et Tillon à l'architecture moderne. L'échec

de Le Corbusier à Saint-Dié courant 1946 et l'expression employée par Tillon pour qualifier son architecture – « constructions picassistes » - témoignent plutôt d'une réelle incompréhension<sup>19</sup>.

La révocation des ministres communistes du gouvernement Ramadier le 4 mai 1947 ne remet pas en cause les différents chantiers initiés en banlieue. Hormis l'échec technique du chantier de Saint-Ouen, ce contexte nouveau correspond plutôt à une phase d'appropriation par les élus locaux de ces chantiers portés avec le Ministère. L'arrivée au MRU d'Eugène Claudius-Petit en 1948 va même permettre une relance et un élargissement de cette coopération. S'il a une grande défiance à l'égard du PCF, le ministre est lié depuis la Libération à Nelson et Gilbert, il respecte Lurçat comme les élus locaux et connaît la banlieue où il a travaillé avant-guerre. Excepté une tension passagère à Saint-Denis autour de la cité Langevin, la coopération s'y développe comme à Aubervilliers, Noisy-le-Sec, Saint-Ouen. Elle débute à Bobigny, Pantin, avec un ambitieux projet de rénovation urbaine autour de l'église, comme à Aulnay-sous-Bois<sup>20</sup>. Ces derniers projets s'inscrivent dans une procédure dite du « secteur industrialisé » incitant à la préfabrication qui va ensuite se développer à Aubervilliers avec l'opération des 800 logements de Raymond Lopez et Michel Holley ou encore à Bondy. Parallèlement, le programme des « 4000 logements pour la région parisienne » est pour partie affecté à Bagnolet. Dans cette première moitié de la décennie 1950, les architectes communistes se sont imposés dans nombre de villes de banlieue pour la reconstruction de logements mais aussi pour la construction de logements et d'équipements publics (écoles, dispensaires, « foyers de vieux travailleurs », colonies de vacances, crèches). Après Noisy-le-Sec, Nelson, puis surtout Gilbert et Sébillotte construisent à Bagnolet, Bobigny et bientôt Drancy, où se crée en 1955 un Office d'HLM<sup>21</sup>. C'est une phase

<sup>17</sup> AN MRU 19771125 art 2. et Nogue Nicolas, *Bernard Laffaille (1900-1955), Ingénieur - De l'entreprise au bureau d'études : modes d'exercice et pensée technique*, Thèse de doctorat, Université Paris I, 2001, 919 p.

<sup>18</sup> AN MRU 19771080 art. 10.

<sup>19</sup> Intervention de C. Tillon à l'Assemblée du 11.03.1947, cité in Pouvreau Benoît, *op. cit.*, p. 104 et Voldman (Danièle), *op. cit.*, pp. 197-208.

<sup>20</sup> Simonnot Nathalie, *op. cit.*, p. 17.

<sup>21</sup> C. Sébillotte est aussi l'auteur en 1951 de l'aménagement de la sablière de Châteaubriant où furent fusillés en 1941 les 27 otages fortement mis en avant par le PCF, un site classé monuments historiques dès 1952. En 1956, l'hôpital franco-américain de Saint-Lô est inauguré, Nelson retourne de plus en plus aux Etats-Unis où il enseigne. Il revient en France à partir de 1963 quand Malraux le nomme enseignant à l'ENSBA puis devient en 1967 enseignant à l'école d'architecture de Marseille. Il est naturalisé français en 1973.

de professionnalisation pour ces offices communaux qui construisent désormais beaucoup. Ainsi Tillon sollicite les conseils de Gosnat, à la tête de l'Office d'Ivry-sur-Seine depuis 1934 et figure du logement social en « banlieue rouge ». En 1951, Tillon recrute Jacques Brun, qui va progressivement jouer un rôle équivalent à celui de Gosnat pour la banlieue nord-est<sup>22</sup>. Kopp travaille à Bagnolet mais surtout à Saint-Ouen avec les époux Métrich et son associé Pierre Chazanoff, collaborateur de Lurçat avant-guerre. Radié de l'Ordre des architectes après son arrestation lors de la manifestation contre « Ridgway la peste », Kopp partage avec Nicolas des locaux à la Maison de la Pensée française qu'animent Louis Aragon et Elsa Triolet. Lurçat, lui, poursuit et diversifie sa modernisation de Saint-Denis et s'implante plus concrètement au Blanc-Mesnil en y construisant logements et équipements. Dans l'agence de Lurçat, Serge Lana s'investit fortement, tout en préparant son diplôme d'architecte à l'école spéciale d'architecture. Il y sympathise avec d'autres jeunes militants communistes comme Claude Le Goas et Marius Depondt. Encore étudiants, ils créent un Cercle d'études des problèmes d'architecture et sollicitent l'intervention de leurs professeurs, Lurçat, Lopez, et débutent une étude approfondie de rénovation urbaine en prenant « l'îlot Bièvre », dans Paris, comme cas d'études<sup>23</sup>. Diplômés en 1953, ils s'associent et, si Lana poursuit un temps chez Lurçat, Le Goas débute, lui, grâce à Baticoop, société coopérative de construction issue du mouvement Castor. Par ce biais, Le Goas construit ses premiers logements à Neuilly-sur-Marne et rencontre Jacques Allégret et Jean Préveral, qui a travaillé chez Le Corbusier, Nelson et partage un local avec Kopp et Chazanoff. De son côté, Paul Chemetov ne passe que quelques mois chez Lurçat, tout comme dans son atelier à l'école des Beaux-arts (ENSBA), lui préférant l'ambiance de l'agence de Pierre Genuys qui participe à la reconstruction en Lorraine<sup>24</sup>. Chez Genuys, il côtoie d'autres étudiants de l'ENSBA qui, comme lui, travaillent pour payer leurs études : Jacques Kalisz, Jean Renaudie, Michel Steinebach, Jean Deroche ; déjà diplômé, Boris Guimpel y fait figure d'ancien<sup>25</sup>. Futurs architectes ou urbanistes, tous ces jeunes sont issus de la même génération et de milieux populaires, certains sont des fils d'immigrés. Marqués par la guerre et la Résistance, ils partagent des convictions et des goûts communs qui les amènent à se rencontrer et à sympathiser, que ce soit dans leurs écoles respectives ou dans les agences où ils « grattent ». Enfin, de façon directe ou indirecte, ils sont liés aux aînés que sont pour eux Lurçat, Nelson, Nicolas, Kopp, Sarger ou Gilbert qui partagent engagement communiste, adhésion au mouvement moderne, en architecture comme en urbanisme, et relatif isolement dans un milieu professionnel très peu politisé. Tous n'ont aucun mal à s'entendre avec des élus locaux communistes issus du même milieu, de tous âges, très populaires et admirés pour leur engagement dans la Résistance.

## Un laboratoire à ciel ouvert (1954-1963)

Les grands chantiers du Secteur industrialisé et des « 4000 logements » sont lancés à partir de 1954. Cette année charnière marque l'accélération de la production de logements neufs en région parisienne. Pour rationaliser ces chantiers, un Commissariat à la construction et à l'aménagement de la région parisienne est créé par le MRU et dirigé par Pierre Sudreau. Il s'adjoint les services de Raymond Lopez qui doit préparer la rénovation urbaine des îlots insalubres parisiens. Cette question s'impose alors que le MRU rencontre des difficultés sur son chantier de rénovation urbaine de Pantin. À la mort de Laffaille, en 1955, Sarger fonde son Cabinet d'études techniques d'architecture et de construction, le CETAC, et s'investit dans les études de rénovation urbaine.

---

<sup>22</sup> Entretien avec C. Le Goas (1928-2007) et S. Lana (1926) du 22.02.2006, J. Brun sort de l'école nationale d'administration municipale, archives de l'OPHLM d'Aubervilliers.

<sup>23</sup> J. Allégret (1930-2004), entretien avec C. Le Goas et S. Lana du 22.02.06, archives C. Le Goas.

<sup>24</sup> Entretien avec P. Chemetov (1928) du 15.12.2005.

<sup>25</sup> « Maisons agricoles en Lorraine », *Techniques & Architectures*, n° 11-12, 1953 et fonds J. Kalisz (1926-2002), DAF, CIAP, Centre d'archives du XXème siècle. J. Deroche est le fils de Louis, ami de R. Gilbert, qui l'oriente vers l'atelier extérieur de M. Lods où il rencontre R. Gailhoustet.

Chemetov, Steinebach, entre autres, vont y travailler. Allégret également, tout en créant en 1955 une coopérative d'études foncières, la COPEF, où il mène parallèlement des enquêtes dans le cadre de la rénovation urbaine. Lana, Le Goas et Depondt en font de même et fondent leur agence commune en 1957 tout en participant à l'animation du bureau d'études et de réalisations urbaines, le BERU, où ils retrouvent Jean Préveral et Max Stern notamment. Lana, Le Goas et Depondt nouent des contacts privilégiés avec les municipalités communistes de Neuilly-sur-Marne et de Montreuil, dirigées respectivement par Raymond Bilbor et Daniel Renoult. À Montreuil, le maire et son premier adjoint André Grégoire s'y intéressent par le biais d'Henri Viala, camarade d'internement de Renoult durant la guerre, et désormais fonctionnaire au MRU. Le maire obtient son détachement du ministère et associe Le Goas à cette mission qui va permettre à la ville de gérer directement la rénovation urbaine. Tous deux s'inspirent de l'action menée à Alger par l'agence du plan que le maire Jacques Chevallier a confié à Pierre Dalloz, ancien responsable du Service Architecture du MRU. Ils s'installent dans le grenier de l'hôtel de ville et définissent le périmètre des îlots à rénover.

À Bagnolet, le chantier des « 4000 logements pour la région parisienne » (883 sur la commune) coïncide avec une reprise en main par le maire communiste de l'Office d'HLM de la ville, dont la présidence lui échappe depuis la Libération. Paul Coudert, secondé par Georges Valbon, entend, en effet, tirer bénéfice de l'investissement du ministère et obtient l'accord de Sudreau. Sébillotte et Sarger se voient confier la première opération menée par l'OPHLM dans la continuité des 4000, sur le plateau des Malassis<sup>26</sup>. Sur le chantier des 4000, en raison des « événements d'Algérie », la SERPEC de Raymond Camus, chargé du gros œuvre, limite le nombre d'ouvriers Nord-Africains, leur préférant des ouvriers italiens et portugais<sup>27</sup>. Aux Beaux-arts, Deroche et Chemetov font partie des étudiants qui se mobilisent contre la guerre d'Algérie. Après avoir milité à l'Union des Jeunes Républicaines de France, au sein du bureau national rue Humblot, Jean Deroche est un temps secrétaire provisoire de l'Union des Etudiants Communistes (UEC), il cède ensuite la place à Serge Magnien, également étudiant en architecture, et s'investit aux côtés de Chemetov pour le journal de l'UEC, Clarté que dirige Jean Schalit<sup>28</sup>. Ils soutiennent activement Magnien quand ce dernier est incarcéré pour avoir initié une pétition exigeant un cessez-le-feu en Algérie en février 1958. Dans cette forte mobilisation pour Magnien, ils sont rejoints par Lana et Le Goas et nombre d'architectes communistes. Anatole Kopp s'en tient vraisemblablement à l'écart, pour protéger son soutien actif aux « porteurs de valise »<sup>29</sup>. Il crée parallèlement sa propre agence avec Chazanoff peu après l'inauguration de la piscine de Saint-Ouen qu'ils cosignent avec les Métrich. Alors que Chemetov soutient son diplôme en 1959 tout en travaillant au CETAC sur Saint-Ouen, Lana rejoint Sébillotte sur le chantier de Bagnolet. Deroche est, lui, appelé en Algérie quand Magnien est toujours emprisonné.

Pour les élections municipales de 1959 à Pantin, Michel Steinebach rejoint la liste que conduit Jean Lolive, syndicaliste, résistant et déporté, élu député en novembre 1958<sup>30</sup>. Pantinois, il est sollicité par Lolive parce qu'il prépare son diplôme à l'Institut d'urbanisme de Paris. Lolive est élu maire en mars et Steinebach devient conseiller municipal, délégué à l'urbanisme. Sollicité pour désigner un bureau d'études pour la rénovation urbaine du quartier Hoche, Michel Steinebach suggère le

---

<sup>26</sup> Archives de l'OPHLM de Bagnolet, Rapports et délibérations du Conseil d'administration.

<sup>27</sup> Collectif, *Une histoire de la Seine-Saint-Denis au XXème siècle*, Cdrom, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Archives départementales, 2005.

<sup>28</sup> Notices de J. Deroche (1931) et S. Magnien (1929) dans le Cdrom du DBMOMS et Chemetov (Paul), *Un architecte dans le siècle*, Paris, le Moniteur, 2002, p. 16.

<sup>29</sup> Fonds A. Kopp, DAF, CIAP, Centre d'archives du XXème siècle.

<sup>30</sup> M. Steinebach (1928), dessinateur industriel, militant syndical puis permanent CGT à la section des techniciens et employés du bâtiment et des travaux publics, il se réoriente ensuite vers l'architecture et l'urbanisme, docteur en urbanisme (*Recherches et applications en matière de rénovation urbaine, Saint-Ouen, Pantin, Montreuil*, IUUP, 1961), il reçoit le 1er grand prix d'urbanisme en 1989, entretien du 28.04.06 et Bellanger (Emmanuel), Michel (Geneviève), *Pantin, mémoire de ville, mémoires de communaux, XIXè et XXè siècles*, Pantin, 2001, 264 p., pp. 109-113.

CETAC et sollicite pour le plan d'urbanisme Jacques Kalisz et Jean Perrottet, également pantinois<sup>31</sup>. Pour coordonner études et projets, Steinebach constitue un bureau du plan municipal s'inspirant des choix d'autonomie faits à Montreuil. Par le biais du CETAC, Steinebach a, en effet, travaillé pour Montreuil et a pu apprécier l'avance de la ville en matière de rénovation urbaine : les îlots 1 et 3 sont en passe d'être résorbés grâce à l'action menée par Le Goas et Viala<sup>32</sup>. De son côté, Lana, appelé par Sébillotte, se substitue progressivement à lui à Bagnolet où il engage la rénovation urbaine de l'îlot Pierre et Marie Curie, tout en débutant la coordination avec le projet de l'autoroute A 3 qui doit traverser la ville<sup>33</sup>. Georges Valbon, depuis peu conseiller municipal de Bobigny chargé du logement, sollicite Le Goas et Depondt pour la rénovation urbaine de la ville en complément de la zone à urbaniser en priorité (ZUP) confiée à Raymond Lopez et Michel Holley. C'est l'aboutissement d'une manœuvre à laquelle fut associé Jaques Brun visant à éloigner l'Office d'HLM du Département de la Seine qui projetait d'aménager l'essentiel de la Ville sans y associer les élus balbyniens<sup>34</sup>.

Les tensions avec la Préfecture de la Seine se multiplient avec l'élection de nouveaux maires communistes. Ainsi, à Pantin, Jean Lolive ne peut prétendre à la présidence de l'office communal que l'opposition conserve. Il en est de même à La Courneuve. C'est le début d'un rapport de force, à l'échelon local, entre communistes et gaullistes autour du logement et, plus largement, de l'aménagement, sur fond de décentralisation industrielle, dont les premiers effets se font sentir. Main dans la main, élus locaux et architectes en font un cheval de bataille pour défendre des politiques du logement et de l'emploi à l'échelle communale et s'efforcer de garder la maîtrise du territoire. À Saint-Denis, Gillot et Lurçat poursuivent leur action et luttent contre le projet de grand ensemble intercommunal de « Saint-Denis / Stains / Pierrefitte » et pestent contre la « tranchée » de l'autoroute A 1. À Drancy, Maurice Nilès travaille avec Roger Gilbert et Marcel Lods à moderniser la ville en édifiant logements et équipements. À Montreuil, Grégoire et Le Goas engagent la rénovation du quartier Croix de Chavaux après l'aboutissement de celles, plus réduites, des îlots 1 et 3. Henri Viala participe à la création d'Orgeco pour formaliser un outil au service de la rénovation des communes tandis que le BERIM, fondé en 1948 par Raymond Aubrac, développe son activité en France<sup>35</sup>. Le Goas prépare également avec Bilbor la rénovation de Neuilly-sur-Marne avec le projet du quartier « Stade Fauvette ». Sur le conseil de Jean Nicolas, éminence grise du Parti, par ailleurs à la tête d'une petite agence de programmation, les élus des plus petites communes se tournent, elles, vers l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, l'AUA, que vient de fonder Jacques Allégret courant 1960<sup>36</sup>. Cet atelier pluridisciplinaire est une coopérative ouvrière qui réunit architectes, urbanistes mais aussi ingénieurs, géographes, sociologues, paysagistes pour répondre autrement à la croissance urbaine. Allégret est bientôt rejoint par Perrottet et Steinebach, puis par Chemetov, Deroche, Kalisz, entre autres. L'AUA débute donc par de petits projets à La Courneuve, Romainville, Vigneux mais aussi à Pantin où Lolive leur accorde sa confiance.

---

<sup>31</sup> Lié à Kalisz rencontré à l'ENSBA, J. Perrottet (1925) est également communiste. Il travaille dans l'agence Lagneau, Weill et Dimitrijevic, il est diplômé en 1957, entretien du 30.11.05, et Chollet Jean, Freydefont Marcel, *Fabre et Perrottet. Architectes de théâtre*, Paris, Norma éditions, 2005, 223 p., pp. 10-13.

<sup>32</sup> Entretien avec M. Steinebach du 22.06.06.

<sup>33</sup> Archives de l'OPHLM de Bagnolet.

<sup>34</sup> Entretiens avec C. Le Goas des 5.03 et 1.04.04 et fonds E. Aillaud, DAF, CIAP, Centre d'archives du XXème siècle.

<sup>35</sup> Après s'être impliqué dans les pays de l'Est mais aussi au Tchad, où se crée ATGT, coopérative de géomètres proche du PCF, le BERIM participe à la construction de la piscine de Saint-Ouen, à la résorption du bidonville de Nanterre, puis à la rénovation d'Ivry-sur-Seine. Le BERIM va également travailler en Algérie et au Vietnam dès les années 1960, Collectif, *BERIM, 60 ans d'ingéniosité, 60 réalisations*, Paris, Au diable Vauvert, 2008, 151 p.

<sup>36</sup> Ainsi P. Chemetov se rappelle avoir été présenté par J. Nicolas à P. Kerautret à la mort de l'architecte communal (entretien du 24.11.05) ; J. Deroche, lui, se souvient avoir rencontré G. Viens et J. Houdremont rue Humblot tout en rappelant le rôle de Nicolas (entretien du 29.06.06), et *L'AUA : mythes et réalités. L'atelier d'urbanisme et d'architecture, 1960, 1985*, Milan - Paris, Electa Moniteur, 1988, 144 p.

À Bagnole, la situation est assez différente. D'une part, Jacqueline Chonavel, qui succède à Coudert, n'entend pas froisser le Parti en se dotant d'une société d'économie mixte (SEM) communal comme l'ont fait ou s'y préparent Saint-Denis (le Logement dionysien, 1958), Montreuil (SEMIMO, 1961) ou Noisy-le-Sec (SEMINO, 1962), d'autre part, l'ampleur du chantier de l'A 3 et de son échangeur oblige à travailler avec l'Etat<sup>37</sup>. Enfin, la Ville trouve un véritable interlocuteur en Georges Pébereau, l'ingénieur des Ponts et Chaussées chargé de l'arrondissement Est à la Préfecture de la Seine, soucieux de travailler avec les villes que va traverser l'A 3. De fait, Pébereau associe les communes et travaillent avec tous les architectes et urbanistes conseils de ces villes. Le financement de cette étude, bientôt nommée « BaMoRoNo », pour Bagnole / Lana, Montreuil / Le Goas, Romainville / Chemetov, Noisy-le-Sec / Santef, permet à Pébereau d'envisager le détail des liaisons à créer<sup>38</sup>. « L'antenne », et bientôt le « complexe », tel que l'envisage Lana, prévoit le prolongement du métro, un parking d'intérêt régional et une gare routière internationale en plus de l'échangeur lié au périphérique, l'ensemble nécessitant une vaste opération de rénovation urbaine nommée « Centre Sud »<sup>39</sup>. Ce projet est rapidement validé par l'Etat et la RATP. Pour mener à bien cet énorme chantier la Ville s'adresse à la SONACOTRA présidée par Claudius-Petit. Les négociations avec celle-ci aboutissent en 1964. En s'engageant au relogement de tous les bagnoletais dans le cadre de cette opération, la Ville entend se distinguer de la rénovation en cours dans la capitale et en dehors, comme à la cité des 4000 à La Courneuve, construite par l'Office d'HLM de la Ville de Paris principalement pour des Parisiens et des Rapatriés d'Algérie, accueillant seulement un quart de Courneuvien<sup>40</sup>.

## Communisme municipal et départemental (1964-1974)

Dès 1964, alors que Lana et Le Goas crée une nouvelle agence, ATURBA, pour faire face à l'ampleur des chantiers à Montreuil, Bagnole ou Bobigny, Georges Valbon obtient du maire, René Guesnier, la création de la SEMARBO pour porter les projets de la Ville, auxquels s'ajoutent désormais la prolongation du métro. En juillet, la réforme administrative de la région parisienne crée huit nouveaux départements, dont la Seine-Saint-Denis réunissant le nord-est de la Seine et de la Seine-et-Oise qui doivent disparaître au 1er janvier 1968. Bobigny devient Ville Préfecture, contrant ainsi l'influence de Montreuil et de Saint-Denis, aux deux extrémités du nouveau département où règnent les maires Gillot et Grégoire, dans l'ombre et sous la protection de Fernand Grenier et de Jacques Duclos. Avant même d'être élu maire de Bobigny en mars 1965, Valbon révise avec Lopez et Holley mais aussi Lana, Le Goas et Depondt les projets en cours. La ZUP, qui prend la forme d'une ville sur dalle, sur le modèle du Front de Seine que Lopez et Holley construisent à Paris, est bientôt validée, comme la rénovation urbaine pour la ville existante. Pour ces projets, Georges Valbon a le soutien de Paul Delouvrier, qui devient Préfet de région en 1966<sup>41</sup>. Ce n'est pas le cas des autres communes du futur Département où convergent rarement l'intérêt des communes et celui de l'Etat.

---

<sup>37</sup> « Au début des années 1960, il existait dans le PCF une grande discussion sur l'orientation de la politique municipale. [...] Au cours de ces discussions, la Fédération du PC de la Seine Nord-Est décida de prendre une position négative sur la création de SEM », Aubert (Alain), *Expérience urbaine d'une commune ouvrière, Bagnole*, thèse à l'IUUP, non daté, p. 60. Parallèlement, il existe sur le territoire des SEM intercommunales dirigées par la Préfecture, au moins durant les années 1960, comme la SEMEASO ou la SAES, actives respectivement à Neuilly-sur-Marne et à Aulnay-sous-Bois, notamment.

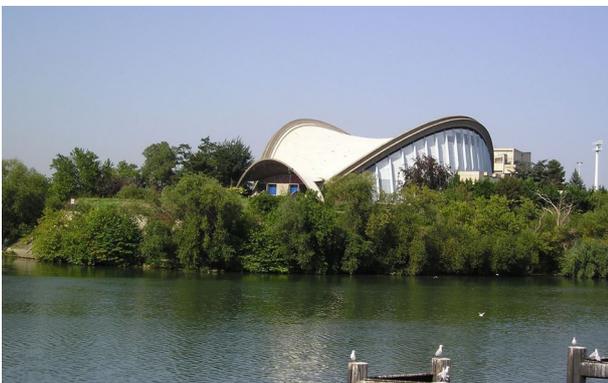
<sup>38</sup> Pébereau Georges, « L'antenne de Bagnole et l'aménagement de la banlieue Est de Paris », *Revue générale des routes et des aéroports*, n° 374, mars 1963.

<sup>39</sup> « Ville de Bagnole, Structure urbaine, évolution, équipements », Janvier 1962, 97 W 36, AM de Bagnole.

<sup>40</sup> Pouvreau Benoît, « Quand Paris logeait ses pauvres en banlieue, les 4000 à La Courneuve », Atlas du patrimoine de la Seine-Saint-Denis [www.atlas-patrimoine93.fr](http://www.atlas-patrimoine93.fr).

<sup>41</sup> Collectif, *Chroniques balbyniennes, 2300 ans d'histoire*, Ville de Bobigny, 2003, 223 p., p. 44.

À peine quatre ans après sa création, l'AUA bénéficie d'une première reconnaissance notamment avec la publication du projet du monumental centre administratif de Pantin dont Kalisz fait son projet de diplôme d'architecte. L'année suivante, la maquette est présentée à l'exposition « Architecture française de recherche » à l'Union centrale des Arts décoratifs. Plus corbuséens, tout en revalorisant les usages de la brique, le « foyer de vieux » de La Courneuve et l'« ensemble résidentiel » de Pantin sont également publiés à peine achevés. Dès ses débuts l'AUA intéresse la presse professionnelle et ses membres s'imposent comme des figures marquantes du milieu. À bien des égards, ce sont des intellectuels, passés de *Clarté* à *La Nouvelle Critique*, créant leur propre revue, *Forum*, dès 1962. Bien que marginal, l'AUA s'impose par son style, mêlant brutalisme et innovation technique, et renouvelle une modernité étioyée par la production de masse des grands ensembles, une commande qui, par ailleurs, leur échappe complètement. Avec l'Atelier de Montrouge, également proche du PCF, l'AUA s'affirme comme une des seules sources du renouveau architectural français des années 1960, salué dès 1965 par le Cercle d'études architecturales<sup>42</sup>. Cette réputation permet à l'AUA de gagner Paris (théâtre de la Ville) et la province (avec des villes de la gauche non communiste comme Grenoble puis Vienne), mais aussi l'estime du ministère des Affaires culturelles leur apportant bientôt études et postes d'enseignants<sup>43</sup>. De leur côté, Lana, Le Goas et Depondt ont une pratique plus conventionnelle, malgré de réelles originalités. Avec l'AUA, ils partagent militantisme et « camaraderie » socio professionnelle. Kopp les fédère à nouveau en organisant en octobre 1966 un colloque franco-soviétique sur l'urbanisme et la construction au CNAM, en partenariat avec l'association France - URSS. Kopp a découvert l'URSS en 1956, par le biais d'un voyage de la commission architecture du PCF qu'anime Jean Nicolas. Il travaille alors sur l'architecture soviétique des années 1920 et publie ses recherches l'année suivante dans *Ville et Révolution*. Si le colloque de 1966 traite surtout de la construction dans les deux pays, l'investissement collectif réunissant Chemetov, Kalisz, Deroche, Sarger, Nicolas, Le Goas et Magnien atteste de leur engagement et d'un lien fort avec l'URSS. Outre la compétence de certains en russe, Kopp leur demande d'inviter « les élus ou techniciens municipaux avec lesquels vous travaillez » pour assurer le succès du colloque<sup>44</sup>. Lurçat, pourtant professeur au CNAM, se tient à l'écart de l'événement. Il achève enfin l'hôtel de ville du Blanc-Mesnil inauguré en 1967 et poursuit l'équipement de Saint-Denis et du Blanc-Mesnil.



**Le complexe sportif de l'île des Vannes de Saint-Ouen à l'Île-Saint-Denis, Anatole Kopp et René Sarger architectes, 1959-1971. Il a été inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 2007 (E. Lohr, Service du patrimoine culturel de la Seine-Saint-Denis, 2003).**

Kopp travaille, lui, toujours à Saint-Ouen et y réalise notamment l'ensemble mixte bibliothèque et logements faisant face à la mairie, tout en concevant avec Sarger le complexe sportif de l'Île des Vannes, où la vaste nef en « selle à cheval » s'oppose au rigorisme des bâtiments d'accueil et d'entraînement, accueillant la piscine. Il rompt avec le PCF après Mai 1968 mais surtout après le Printemps de Prague. Il co-fonde avec Henri Lefebvre la revue *Espaces et Sociétés* en 1970. L'île des Vannes est inaugurée en 1971 en présence du député Etienne Fajon et du sénateur maire Fernand Lefort et la grande nef devient le lieu de congrès du PCF<sup>45</sup>. Contrairement

<sup>42</sup> Malgré une proximité quasi équivalente avec le Parti, l'Atelier de Montrouge a peu travaillé directement pour des communes de banlieue, Blain Catherine, *L'Atelier de Montrouge. La modernité à l'œuvre (1958-1981)*, Paris Actes Sud / CIAP, 2008, 310 p., pp. 236-238.

<sup>43</sup> Lengereau Éric, *L'Etat et l'architecture 1958-1981. Une politique publique ?*, Paris, Picard, 2001, 559 p. et Querrien Max, *André Malraux, l'anti-ministre fondateur*, Paris, éditions du Linteau, 2001, pp.30-31.

<sup>44</sup> Courrier de A. Kopp du 6.10.1966, 167 IFA, Fonds R. Sarger, DAF, CIAP, Centre d'archives du XXème siècle.

<sup>45</sup> Delhumeau Gwénaél (dir.), *Etude d'histoire des techniques. Patrimoine béton en Seine-Saint-Denis*, Ipsofakto /

à l'Atelier de Montrouge, que quitte alors Renaudie, pour des raisons politiques et professionnelles, l'AUA ne connaît pas de réelle rupture en Mai 1968<sup>46</sup>. Par contre, des tensions déjà perceptibles en 1967 s'exacerberont en 1972, provoquant le départ de Kalisz, après l'éloignement d'Allégret et de Steinebach. Cependant, dans cette période transitoire pour l'AUA fins de chantier et projets s'entrecroisent. Deroche et Chemetov achèvent à Bagnolet l'ensemble mêlant logements et activités où s'installe symboliquement l'AUA, dans les locaux d'activités comme dans les logements. Kalisz et Perrottet construisent le stade nautique d'Aubervilliers et l'ensemble HLM dit tour Lénine à proximité. Ils oeuvrent également beaucoup à Pantin avec l'ensemble scolaire des Quatre Chemins et le centre culturel, devenant bibliothèque municipale, qui privilégie le métal, tandis que sort enfin de terre le centre administratif, vaste bloc de béton. Chemetov débute, enfin, une importante opération de rénovation à l'ouest de Saint-Ouen avec la SEMISO, qui a pris le relais de l'Office communal pour la rénovation urbaine de la Ville.

De leur côté, Lana et Le Goas favorisent le rapprochement de Bagnolet et de Montreuil avec l'aménagement de la Noue, quartier qui unit les deux villes à proximité de l'A 3. À cette fin, la SEMIMO devient SEMIMO'B. Ils poursuivent, par ailleurs, leurs chantiers communaux avec, d'une part, l'échangeur de Bagnolet qui s'achève avec l'ouverture de l'A 3 et du périphérique, d'autre part, la rénovation de Croix de Chavaux à Montreuil où Le Goas mêle équipements et logements. Outre l'étonnant Conservatoire,



**Le centre administratif de la Ville de Pantin, Jacques Kalisz architecte 1964-1973. L'ensemble est devenu le Centre national de la Danse et a reçu le prix de l'équerre d'argent en 2004 (E. Lohr, Service du patrimoine culturel de la Seine-Saint-Denis, 2003).**



**L'école nationale de musique et de danse, ou conservatoire, de Montreuil, Claude Le Goas et Robert Bezou architectes, 1968-1976. (J.-B. Debost, Service du patrimoine culturel de la Seine-Saint-Denis, 2004).**

constitué d'alvéoles métalliques rouges, pour lequel il est associé à Robert Bezou, Le Goas signe avec Guimpel la bibliothèque de Montreuil, innovante notamment en terme de programme<sup>47</sup>. Le Goas conçoit, par ailleurs, Mozinor, « zone industrielle verticale », un hôtel industriel qui fait référence. Il se voit enfin confier le siège de la CGT à la porte de Montreuil, dont Lana conçoit l'immeuble confédéral. Le Goas est également très actif à Neuilly-sur-Marne ou le quartier Stade Fauvette aboutit malgré la perte de la ville par le PCF en 1965. À Saint-Denis, Lurçat cède la place à Lana et Magnien qui résorbent le bidonville du Franc-Moisin avec un exceptionnel relogement sur place dans un partenariat avec la SONACOTRA. Par contre, comme Lurçat, Lana et Magnien butent sur la rénovation du quartier Basilique que veut relancer le successeur de Gillot, Marcelin Berthelot, élu en 1971<sup>48</sup>.

Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Paris, 2005.

<sup>46</sup> Violeau Jean-Louis, *Les architectes et mai 1968*, Paris, éditions Recherches, 2005, 476 p., pp. 235-262.

<sup>47</sup> Bertaud du Chazaud Vincent, *Les architectures de la croissance innovante (1965-1975). Aujourd'hui entre mutation et destruction*, Thèse de doctorat, Université Paris I, 2004 et Caroux (Hélène), *Architecture & lecture. Les bibliothèques municipales en France 1945-2002*, Paris, Picard, 2008, 304 p., p. 152.

<sup>48</sup> Bacqué Marie-Hélène, Fol Sylvie, *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan, 1997, 215 p.

À Bobigny, après avoir pris la présidence du Conseil général de Seine-Saint-Denis en 1968, Valbon poursuit l'aménagement de la Ville Préfecture. À l'instigation de Jean Nicolas, il confie à Oscar Niemeyer la réalisation de la Bourse départementale du Travail. Désormais en exil en France, Niemeyer, toujours grâce à Nicolas, obtient le chantier du siège du PCF à Paris. Là, on lui adjoint Deroche et Chemetov pour la première tranche de travaux ainsi que Jacques Tricot, ingénieur du BERIM. C'est aussi à l'AUA (Valentin Fabre et Jean Perrottet) que revient l'étude puis la construction de la Maison de la Culture départementale avec une antenne à Aulnay-sous-Bois, ville devenue communiste en 1965 avec l'élection de Louis Solbès. Dans l'élan du Programme commun, le colloque intitulé « Pour un urbanisme... », co-organisé en avril 1974 par la fédération de l'Isère du PCF et *La Nouvelle Critique*, réunit à Grenoble pour la première fois élus locaux, architectes et urbanistes communistes, où s'implique et se retrouve une forte délégation d'élus et de praticiens de Seine-Saint-Denis, emmenée par Valbon. Ce moment d'espoir d'une meilleure reconnaissance, vécu comme tel par Allégret, Steinebach et bien d'autres, n'a cependant pas de suite, l'appareil du Parti restant rétif à ces aspirations. Cette déception contribue à une prise de distance avec le Parti qui ira grandissante pour nombre de participants et d'organiseurs<sup>49</sup>.

Fin 1974 la SODEDAT 93, SEM départementale soutenue par l'Etat, est créée. Elle permet notamment de relancer la rénovation urbaine du centre de Saint-Denis, un programme auquel vient s'ajouter la prolongation du métro. C'est dans le même esprit et toujours avec la SODEDAT 93 que la rénovation urbaine de la Maladrerie, à Aubervilliers, est lancée à la faveur de la prolongation du métro. Avec la SODEDAT 93 et à sa tête Jean-Pierre Lefebvre, un renouvellement s'opère. Œuvrant au service des villes du territoire, cette SEM bénéficie de la relance de la rénovation urbaine que permet la loi Vivien de 1970 pour la résorption de l'habitat insalubre (RHI) alors que la rénovation urbaine « mixte » ou « d'affaires » est fortement mise à mal par la crise économique, comme en témoigne le retrait de l'investisseur privé stoppant le projet de centre commercial de l'échangeur de Bagnolet, qui constituera une « verrue urbaine » très visible durant vingt ans<sup>50</sup>. Enfin, la SODEDAT 93 ouvre la commande à des architectes, plus jeunes, souvent proches du PCF, tout en s'appuyant sur l'AUA ou Renée Gailhoustet<sup>51</sup>. Achevant parallèlement la rénovation d'Ivry-sur-Seine aux côtés de Jean Renaudie, tous deux contribuent à renouveler l'architecture du logement social, mêlant au brutalisme du béton une esthétique de la combinatoire avec des opérations en « nappe », dite « proliférantes », laissant une grande place à la nature.

## **Derniers sursauts avant éparpillement (1975-1986)**

À La Courneuve, le sénateur maire James Marson, avec le soutien du député Jack Ralite, engage en 1976 l'opération « 4000 en colère ». Le déplacement du tracé de l'A 86, devant traverser la ville et qui désormais va jouxter les voies ferrées, constitue une première victoire fin 1976. Pour forcer l'avantage et obtenir de la Ville de Paris, et de son OPHLM, qu'elle se réinvestisse dans la cité des 4000 dont elle est propriétaire, les élus locaux relancent leur action. Fin 1978, les locataires cessent le paiement des loyers pour protester contre l'état des bâtiments. Une radio « libre », « Radio 4000 », émet durant 5 jours depuis le centre culturel avec l'aide de la municipalité. À Saint-Denis et à Aubervilliers, les maires Marcelin Berthelot et André Karman mettent la même pugnacité à obtenir des engagements fermes de l'Etat pour les rénovations des quartiers Basilique et Maladrerie. Ils y privilégient clairement le logement social et les équipements. La RATP

---

<sup>49</sup> Violeau Jean-Louis, *op. cit.*, pp. 249-254 et Collectif, actes du colloque « Pour un urbanisme... », *La Nouvelle Critique*, n°78 spécial, novembre 1974.

<sup>50</sup> « Opération de rénovation urbaine, Bagnolet centre sud, note de synthèse, Sonacotra », mars 1972, 97 W 36, AM de Bagnolet.

<sup>51</sup> Lefebvre Jean-Pierre, *Une expérience d'écologie urbaine*, Paris, Le Linteau, 1999, 210 p.

ouvre en 1976 la station Saint-Denis Basilique puis en 1979 la station Fort d'Aubervilliers. Renée Gailhoustet conçoit la Maladrerie et y associe de jeunes architectes alors que pour la ZAC Basilique la coordination est confiée à Guy Naizot avec des îlots attribués à Jean et Maria Deroche, Renée Gailhoustet, Serge Lana et, entre autres, Roland Simounet, Jacques Bardet. Outre ces deux gros chantiers, la SODEDAT obtient la rénovation urbaine du Vieux Pays à Villetaneuse et réussit à l'attribuer à Jean Renaudie, elle investit enfin les centres-villes anciens de Drancy, Stains, Aulnay-sous-Bois, Clichy-sous-Bois, l'Île-Saint-Denis... La SODEDAT obtient également des opérations dans le cadre de ZAC à Aubervilliers, au Blanc-Mesnil, Pierrefitte-sur-Seine, notamment.

À Aulnay-sous-Bois, le député maire Robert Ballanger soutient l'occupation de l'usine Idéal Standard par les ouvriers en 1976 / 1977 et s'efforce de sauver salariés et site industriel. S'inspirant notamment de l'exemple de Vienne, où Louis Mermaz travaillent avec Chemetov à la reconversion d'un entrepôt puis d'une usine en logements et équipements depuis 1974, Ballanger engage la transformation du site afin qu'il accueille des PME et PMI et du logement social. C'est la première reconversion de site industriel en Île-de-France quand tout empêche encore une telle démarche<sup>52</sup>. En effet, la désindustrialisation s'y poursuit encore très activement avec un fort soutien de l'Etat, multipliant chômeurs et friches industrielles, comme à La Plaine Saint Denis. À Bobigny, sous la férule de Niemeyer, Jean-Maur Lyonnet achève la bourse départementale du Travail enfin inaugurée en 1978. Jean Nicolas sollicite une dernière fois Oscar Niemeyer pour la conception de la Grande scène de la fête de *L'Humanité* de 1978 au parc départemental de La Courneuve, tandis que le siège du PCF place du colonel Fabien, s'achève deux ans plus tard. De même, s'achèvent deux symboles : la Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis à Bobigny et le siège de la CGT à Montreuil. En cette fin de décennie, c'est la consécration pour Jean Renaudie, Paul Chemetov et l'Atelier de Montrouge qui se voient décerner, respectivement en 1978, 1980 et 1981 le grand prix national d'architecture par le ministère de la Culture. Ce sont bien des individualités plus que des collectifs qui sont ici récompensés, ainsi l'Atelier de Montrouge est dissout depuis 1978. Si l'AUA survit encore en tant qu'entité coopérative, les duos se sont substitués au collectif depuis 1972. Dernier baroud d'honneur, associant entre autres Fabre, Perrottet et Chemetov, « l'îlot 27 » achève en 1981 la rénovation urbaine de Pantin et fait figure d'ultime manifeste. Situé porte de Pantin, ce bâtiment de brique d'une monumentalité rare revendique fortement son statut HLM en se hissant à l'échelle du périphérique et de la RN 3. La gauche au pouvoir appelle Jack Ralite à la tête du ministère de la Santé et Georges Valbon à la présidence des Charbonnages de France. Fin 1982, Paul Chemetov et Borja Huidobro remporte le premier des Grands projets méditerranéens, le ministère de l'Economie, des Finances et du Budget déplacé à Bercy. Alors que le chantier s'ouvre en 1984, le comité central du PCF annonce sa décision de ne pas participer au gouvernement de Laurent Fabius en juillet. Quelques mois plus tôt, Valbon, membre du Comité central, démissionnait des Charbonnages de France. De nouveau très présent en Seine-Saint-Denis, Valbon s'active pour faire de la SEM de Bobigny une SEM départementale pour nuire à la SODEDAT 93. Cette reprise en main n'est pas sans arrière-pensées politiques, car Valbon constate la grogne montante des élus locaux à Saint-Denis et Montreuil, entre autres<sup>53</sup>.



**La Maladrerie à Aubervilliers, Renée Gailhoustet architecte, 1974-1984, ici la tranche réalisée par les frères Euvremer. La Maladrerie a été labellisé Patrimoine du XXe siècle en 2008 (S. Asseline (ADAGP), Département de la Seine-Saint-Denis / Service régional de l'Inventaire, 2003).**

<sup>52</sup> Furio Antoine, Lascar Pierre, *Le monde d'Idéal. Mémoire et patrimoine de l'usine « Idéal Standard » à Aulnay-sous-Bois*, Ville d'Aulnay-sous-Bois, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 2009, 112 P, pp. 92-102.

<sup>53</sup> Lefebvre Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 130-131.

En 1984, la Maladrerie s'achève à Aubervilliers, où Ralite succède à Karman. À Montreuil, le nouveau maire Jean-Pierre Brard voit aboutir avec Marcel Dufriche le Centre d'activités de pointe (CAP) de la friche Pernod, une démarche originale de reconversion de sites industriels montreuillois engagée quelques années plus tôt avec la SEMIMO<sup>54</sup>. La transformation d'Idéal Standard à Aulnay-sous-Bois aboutit, elle, l'année suivante. Alors que Valbon reprend la tête du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, le métro arrive enfin à Bobigny. Le projet de tramway inter banlieue de La Défense à Bobigny, fortement soutenu par le Département, passe le cap de l'avant-projet à l'automne 1985. Parallèlement, à l'instigation de Berthelot et de Ralite, Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen et le Département crée le syndicat intercommunal Plaine Renaissance qui marque la relance de l'activité économique sur la Plaine Saint-Denis et son réaménagement. Au centre-ville, la ZAC Basilique se dessine de plus en plus nettement quand Roland Leroy, directeur de *L'Humanité* annonce qu'il déménage le journal à Saint-Denis pour le moderniser mais aussi faire des économies. La ZAC Basilique s'impose rapidement. Pour obtenir un consensus et éviter le concours, Niemeyer est pressenti et donne son accord courant 1986. À La Courneuve, tandis que la barre Debussy des 4000 implose en février, conformément au vœu du maire, la rénovation urbaine du centre-ville, portée par les Deroche, intègre le futur tramway, là où devait passer l'A 86. En mars, sans lien avec les législatives qui marquent le retour de la droite au pouvoir et la première cohabitation, membres et amis de l'AUA fêtent ensemble la dissolution officielle de l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture.

Ce milieu des années 1980 marque la fin d'une époque. Outre le parcours individuel des architectes, la généralisation des concours dans la commande publique et les débuts de la politique de la Ville, initiés notamment à La Courneuve, modifie en profondeur le paysage architectural et urbain. Les élus locaux, eux-mêmes, changent. Ils s'émancipent du Parti, jusqu'à la rupture pour certains, la forte présence d'élus de banlieue dans le mouvement des « reconstructeurs » est ainsi significative. L'aspiration à se distinguer perdure mais prend des formes nouvelles, souvent hors de l'équipement communal devenu plus ponctuel. Si cette recherche pose l'idée que la Seine-Saint-Denis est un des berceaux fondateurs de ce communisme municipal « éclairé » en matière d'architecture et d'urbanisme, elle ne constitue qu'un premier défrichage nécessitant des approfondissements à l'échelle communale. Cela permettrait de mettre à jour, outre les nombreux collaborateurs des uns et des autres, le rôle clef, seulement esquissé ici, d'un « troisième » homme dans ce rapport maître d'ouvrage et maître d'œuvre : le technicien. Qu'il soit secrétaire général, comme Fernand Roussel, ou directeur de l'Office d'HLM comme Jacques Brun, il est clairement l'interface indispensable entre l' élu et l'architecte et concilie des intérêts parfois divergents. Autre point à enrichir, la question de la longévité politique qui permet de réconcilier temps du chantier et temps du mandat, ainsi le couple Gillot / Lurçat dure 25 ans. Le temps n'est cependant pas tout, la convergence de vues reste indispensable et naît de ces rencontres et co-élaborations, à la fois naturelles et improbables<sup>55</sup>.

---

<sup>54</sup> Obligis Emmanuelle, *CAP sur Montreuil ! Etude sur les centre d'activités de pointe à Montreuil*, Ville de Montreuil, 1993, 36 p., p. 14.

<sup>55</sup> J'adresse mes remerciements à Marie-Pierre Belhomme, Geneviève Michel, Danièle Voldman, Paul Chemetov, Jean Deroche, Jacques Isabet, Serge Lana, Jean-Maur Lyonnet, Guy Pellennec, Tanguy Perron, Jean Perrottet, Michel Steinebach, Jacques Tricot et tout particulièrement à Claude Le Goas †.